

Les pays de l'ALBA-TCP rejettent l'ingérence d'Almagro en Bolivie



Caracas, 19 mars (RHC) L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) a dénoncé l'ingérence du Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, dans les affaires intérieures de la Bolivie.

Dans un communiqué publié par l'entité régionale, il est signalé à la communauté internationale que les actions du représentant de l'Organisation des États américains constituent une violation très grave des principes et objectifs de la Charte de l'Organisation des Nations Unies (...) et ne font que promouvoir la confrontation et la déstabilisation des processus démocratiques.

Il a dénoncé la participation de l'OEA au coup d'État de Bolivie en 2019, lequel, rappelle le texte, a été dénoncé pour la répression déchaînée et la promotion du racisme, de l'intolérance contre les mouvements sociaux et les peuples originaires.

Le communiqué de l'ALBA-TCP accuse Almagro de vouloir provoquer un conflit dans la nation andine, tout en omettant les violations des droits humains commises par le gouvernement de facto.

Le texte réaffirme enfin le soutien des pays membres au peuple bolivien et à son président Luis Arce.

Plusieurs pays et gouvernements de la région, tels que Cuba, le Mexique et le Venezuela, se sont prononcés la veille contre les déclarations du Secrétaire général de l'OEA défendant l'ex-présidente de facto Jeanine Añez et remettant en question le fonctionnement de la justice bolivienne, ce qui a été considéré comme un acte de complicité et d'ingérence.

Par ailleurs, l'ancien président Evo Morales a déclaré que le chef de l'organisme régional devrait également être jugé pour crimes contre l'humanité et il a rejeté les propos tenus par ce dernier contre l'arrestation d'Añez.

'Almagro ne s'est jamais prononcé au sujet des 36 assassinats, des plus de 800 blessés, des mille 500 détenus illégalement et de la centaine de persécutés', a-t-il écrit sur son compte sur le réseau social Twitter.

Morales, qui a été victime d'un coup d'État en novembre 2019, a admis ne pas s'étonner de la complicité du secrétaire général de l'OEA avec les détenus pour ce fait et des actions violentes qui ont eu lieu pendant ce gouvernement putschiste.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/251228-les-pays-de-lalba-tcp-rejettent-lingerence-dalmagro-en-bolivie>



Radio Habana Cuba